

# Introduction

*Loïc Charles, Frédéric Lefebvre, Christine Théré*

## **La science du commerce de Vincent de Gournay : une historiographie en renouveau**

Dans un texte écrit au lendemain des émeutes de la guerre des Farines, l'abbé Gabriel Bonnot de Mably attribue à Jacques Vincent, marquis de Gournay, les origines intellectuelles du plaidoyer en faveur du libre commerce des grains. « Vous vous rappelez sans doute, qu'il n'y a que vingt à vingt-cinq ans [nous sommes en 1775, nde] qu'on observait avec une sorte de religion les réglemens de M. Colbert sur l'administration du commerce. [...] il jouissait de toute sa gloire, lorsqu'un homme de beaucoup de génie et qui avoit fait le commerce à Cadix avec succès, ayant acheté une charge d'intendant du commerce, déranger toutes les idées de son bureau, et porta la première atteinte à la réputation de M. de Colbert. ». Mably continue : « [...] il parla avec beaucoup de liberté contre les lois prohibitives, et mit d'autant plus de force et de constance dans ses discours, qu'il ne pouvoit convertir ses confrères ; et qu'il étoit écouté avec avidité par une foule de petits maîtres des requêtes qui se destinoient à être intendans ou ministres, et croyoient tout savoir en criaillant : *liberté, liberté ; il ne faut que laisser faire, et se tenir tranquille*. » (Mably, 1775, p. 290 -291). Mably, comme son frère Condillac, connaissait la science du commerce du cercle de Gournay, tout comme certains de ses membres qu'il fréquentait dans les salons ou dans les entourages des ministres. Aussi, l'extrait reproduit ici, intéressant du simple fait de la violente critique qu'il contient à l'égard du contrôleur général Turgot – un des deux maîtres des requêtes à avoir fait partie du cercle de Gournay –, s'avère essentiel car il souligne l'importance que les

contemporains, de surcroît bien informés, portaient à l'action de Vincent de Gournay et de son cercle<sup>(1)</sup>.

De ce point de vue, les travaux de Jean-Claude Perrot (1984, 1992) et Christine Théré (1990, 1998) sur l'édition économique avant 1789 offrent une confirmation de l'impact majeur du cercle de Gournay sur ce qui ne s'appelle pas encore l'économie politique. Ainsi, le nombre d'ouvrages économiques nouveaux quadruple entre la décennie 1740 et la suivante, époque de la constitution du cercle de Gournay<sup>(2)</sup>. Les années 1750 sont aussi celles de la création du premier périodique, le *Journal œconomique* (1751), qui consacre une part importante de sa publication aux questions économiques<sup>(3)</sup>. Le décollage de l'édition économique se confirme dans la décennie suivante, mais ne recoupe pas le mouvement général de l'édition française à cette époque. En effet, les estimations qui ont été faites par Henri-Jean Martin (1987, p. 117) ne font pas apparaître de rupture significative autour de 1750 pour l'édition française en général. L'expansion rapide du nombre d'éditions nouvelles est donc un phénomène propre au domaine économique. Le cercle de Gournay participe directement à cette explosion puisque un décompte indicatif des textes nouveaux (ouvrages originaux ou traductions) émanant directement du cercle de Gournay durant la période 1753-1758 révèle une production collective d'une quarantaine d'ouvrages<sup>(4)</sup>, ce qui représente 15% environ de la production totale. Ce chiffre relativement faible ne doit pas faire perdre de vue qu'à quelques exceptions près – *L'Ami des hommes* de Mirabeau, le *Traité de la culture des terres* de Duhamel du Monceau et l'*Essai sur l'amélioration des terres* de Pattullo –, tous les ouvrages à caractère économique influents de cette période sont écrits par des membres du cercle, et que nombre d'entre eux donnent lieu à plusieurs éditions<sup>(5)</sup>. La *Correspondance littéraire* de Grimm confirme l'impact du cercle de Gournay auprès du public :

*Nous avons depuis quelques jours deux ouvrages sur le commerce, qui ont un très grand succès, et qui méritent la plus grande attention : [...] le premier*

- 
- (1) Notons néanmoins que si l'argument de la critique de Colbert s'applique bien à Turgot, il est tout à fait déplacé pour Gournay et d'autres membres du cercle, tels que Forbonnais, qui avaient une opinion plutôt favorable des réalisations du ministre, comme l'a fort bien identifié Gino Longhitano (1988, p. 35-59).
  - (2) 83 ouvrages nouveaux entre 1740 et 1749, 349 entre 1750 et 1769, et 560 entre 1760 et 1769 (Théré, 1997, p. 13-15).
  - (3) On notera toutefois que sa définition de l'« œconomie » est différente de celle qui s'imposera avec les physiocrates dans la décennie suivante. Pour une cartographie précise de ces glissements étymologiques et sémantiques, nous renvoyons à P. Steiner (1996, 1998a), M.-F. Piguet (1999 et 2002).
  - (4) Les auteurs pris en compte sont Abeille, Buchet du Pavillon, Butel-Dumont, Cantillon (puisqu'il a été publié sur l'initiative de Gournay), Carlier, Clicquot de Blervache, Coyer, Gua de Malves, Herbert, Leblanc, Montaudoin de la Touche, Morellet, Plumard de Dangeul, Turgot, Véron de Forbonnais, Vincent de Gournay.
  - (5) Notamment : *Essai sur la police générale des grains* d'Herbert (6 éditions en 4 ans), *Discours politiques* de Hume (2 éditions en 2 ans), *Essai sur le commerce en général* de Cantillon (3 éditions en 2 ans), *La Noblesse commerçante* de Coyer (au moins 5 éditions en 2 ans), *Éléments du commerce* de Forbonnais (3 éditions en 2 ans), *Remarques sur les avantages et les désavantages de la France et de la Grande Bretagne* de Dangeul (3 éditions en 1754), *Dissertation sur les corps de métiers* de Clicquot-Blervache et Gournay (2 éditions en 1758).

*volume est intitulé les Éléments du commerce, en deux volumes, par M. Forbonnais. [...] Le second de ses ouvrages est intitulé Remarques sur les avantages et les désavantages de la France et de la Grande Bretagne, par rapport au commerce et autres sources de la puissance des États. (Grimm, 1877-1878, t. II, 1<sup>er</sup> avril 1754, p. 338.)*

Un an plus tard, il annonce : « Rien n'est si commun, depuis dix-huit mois, que les ouvrages sur le commerce », et il cite en référence les ouvrages de Forbonnais, de Dangeul, O'Héguerty, Butel-Dumont et la traduction de Child et Culpeper par Gournay et Butel-Dumont (Grimm, 1877-1878, t. II, 15 mars 1755, p. 506-507). Ces témoignages indiquent avec précision le moment du retournement de la conjoncture de l'édition économique (seconde moitié de 1753), ainsi que l'association étroite entre ce mouvement et la montée en puissance du cercle de Gournay.

Les historiens ont finalement assez peu étudié le cercle de Gournay et sa place dans la France des Lumières, tant au niveau des idées que des institutions. En effet entre les études anciennes de Gustave Schelle (1897) et de Georges Sécrestat-Escande (1911), et la redécouverte quasi-simultanée de Vincent de Gournay dans les années 1980 par Takumi Tsuda (1983), Antoin Murphy (1986), Simone Meyssonier (1987 et 1989) et les historiens italiens (Longhitano, 1988 ; Di Rienzo, 1994), rien ou presque n'a été écrit sur l'intendant du commerce et son action<sup>(6)</sup>. Certes, ce constat doit désormais être nuancé au vu du nombre significatif d'études historiques, apparues depuis la fin des années 1990, évoquant Vincent de Gournay et son influence. Toutefois, que ce soient les références plus anciennes ou les travaux plus récents, l'étude de Gournay et de son cercle a été essentiellement confinée aux thématiques esquisées par Mably dès 1775.

D'une part, des auteurs comme Schelle (1897), Murphy (1986 et 1992), Longhitano (1988), Meyssonier (1987 et 1989), Larrère (1992), Di Rienzo (1994), Charles (1999), Steiner (2002) et Clark (2007), replacent Vincent de Gournay et son cercle dans l'histoire des idées économiques et philosophiques. Leurs travaux ont permis de réinscrire, même marginalement, Vincent de Gournay dans l'horizon académique. La perspective dans laquelle ils se situent relève d'une histoire des idées assez classique, qui vise à repérer des influences entre auteurs et à répertorier des traditions intellectuelles<sup>(7)</sup>. D'autre part, de nombreux historiens ont offert des points de vue plus partiels, mais plus pénétrants, quant à l'action de l'intendant du commerce Vincent de Gournay au sein de l'administration royale (Minard, 1998 ; Hilaire-Pérez, 2000 ; Alimento, 2008), ou dans la recomposition du langage politique de la deuxième moitié

(6) Notons toutefois que Furio Diaz consacre quelques pages à Gournay et son cercle dans sa monumentale étude consacrée aux liens entre politique et philosophie durant la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle (Diaz, 1962) ; il est toutefois le seul à évoquer Gournay au cours de cette période.

(7) Même si les travaux de S. Meyssonier (1987, 1989) et A. E. Murphy (1986) la combinent avec une utilisation intéressante des sources manuscrites.

du XVIII<sup>e</sup> siècle (Smith, 2000 ; Shovlin, 2000 et 2006 ; Cheney, 2002 et 2010 ; Ives, 2003 ; Margerison, 2009).

De ces divers travaux a émergé peu à peu la conviction que le cercle de Gournay a constitué l'un des deux pôles structurant l'économie politique française. En parallèle à un courant de pensée qui liait la richesse et la puissance à l'agriculture, et dont la physiocratie est l'archétype, il en existait un autre, qui, né autour de Gournay, mettait en avant les vertus du commerce. Si ces courants se retrouvaient sur certains points – la liberté du commerce des grains, les corporations par exemple –, ils divergeaient le plus souvent, créant un espace de discussion au centre duquel se trouvaient les sujets économiques. Cette reconnaissance a pour conséquence de faire apparaître le cercle, à travers ses publications et ses actions, comme une des alternatives politiques importantes de la deuxième moitié du siècle des Lumières.

Mais voyons tout d'abord comment le cercle s'est constitué.

## La formation du cercle de Gournay

La nomination de Vincent de Gournay à l'intendance du commerce, par arrêt du 24 mars 1751, peut être retenue comme une date fondatrice pour le cercle<sup>(8)</sup>. En effet, le cadre institutionnel de l'intendance du commerce et, plus généralement, celui de l'administration du commerce et des manufactures, a été le milieu nourricier du cercle. Même si le cercle constitué autour de Gournay prend sa source dans plusieurs contextes institutionnels et culturels – comme le chapitre II du présent ouvrage le souligne –, c'est la plupart du temps dans l'administration du commerce que les auteurs participant au cercle ont trouvé une place (Charles, 1999, p. 135-147). À l'autre extrémité du spectre chronologique, la mort de Vincent de Gournay, survenue le 27 juin 1759, marque la fin du cercle en tant que sujet collectif, même si certains de ses aspects se manifestent dans les années 1760 et même plus tard. À partir de cet intervalle chronologique initial, on peut esquisser une brève présentation de la formation du cercle et de ses participants.

Le premier noyau d'auteurs et de collaborateurs est assez facilement identifiable. Il se compose du directeur du commerce Daniel-Charles Trudaine, le supérieur hiérarchique de Gournay, et du jeune François Véron de Forbonnais. La trace la plus ancienne d'un échange intellectuel entre Trudaine et Gournay remonte au mois de septembre 1752, et le ton de cet échange révèle assez

---

(8) Sur l'histoire de l'intendance du commerce, voir F. Garrigues (1998) et P. Bonnassieux et E. Lelong (1900).

clairement qu'il existe encore une certaine distance entre les deux hommes<sup>(9)</sup>. Le lien avec Forbonnais est probablement plus ancien. En effet, les familles Vincent, négociants à Saint-Malo et fortement implantés à Cadix, et Véron, manufacturiers au Mans spécialisés dans les draps qu'ils exportent notamment dans l'empire colonial espagnol *via* Cadix, sont en affaires. Aussi, Gournay a-t-il probablement été un des premiers contacts parisiens de Forbonnais, lorsque ce dernier a décidé de ne pas reprendre le flambeau familial et de tenter sa chance à la République des lettres vers la fin des années 1740 (Fleury, 1915, p. 35-36). Cette antériorité de Forbonnais parmi les auteurs du cercle se confirme par sa forte implication dans les publications issues du groupe. Entre 1751 et 1752, il rédige une série d'articles sur les questions de commerce et de monnaie destinés au troisième tome de l'*Encyclopédie* de Diderot et D'Alembert (paru en octobre 1753), et il traduit l'Espagnol Ustariz. Ce dernier ouvrage paraît au commencement de l'année 1753 (l'avis du censeur est daté de décembre 1752).

Le ralliement de Plumard de Dangeul suit probablement de peu celui de son cousin Forbonnais. Nous savons qu'il est effectif à partir de l'année 1752. Plumard de Dangeul traduit un ouvrage d'Ulloa publié en 1753, mais dont le manuscrit, conservé dans le fonds de la BNF, est daté du mois de mars 1752<sup>(10)</sup>. À travers Plumard de Dangeul, Gournay se rapproche des magistrats de la Chambre des comptes et, en particulier, de son premier président Malesherbes qui rejoint le cercle vers 1753, époque où les écrits du cercle commencent à paraître à un rythme accéléré sous le couvert de permissions simples<sup>(11)</sup>. Le ralliement de Malesherbes va ouvrir de nouvelles perspectives au cercle de Gournay en incluant des abbés écrivains, comme l'abbé Le Blanc qui publie une importante traduction des *Political Discourses* de David Hume au mois d'août 1754. De son côté, l'abbé Coyer publie coup sur coup deux courts essais qui contribuent à placer le cercle de Gournay au centre du débat littéraire et politique en 1755 et dans les années suivantes : la *Dissertation sur le vieux mot de patrie* et, bien entendu, *La Noblesse commerçante*. Plus tard, l'abbé Gua

(9) Le 25 septembre, Gournay s'adresse ainsi à Trudaine : « J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint le 8<sup>e</sup> chapitre de M. Child sur la laine et les manufactures de laine. Ce sujet m'a donné occasion de traiter avec assez d'étendue la question de savoir si nos inspecteurs et nos règlements portant amendes sont utiles ou non aux manufactures. Outre l'exemple des nations les plus commerçantes dont je me suis appuyé, j'ai tâché de faire voir que le préjugé où nous sommes à cet égard nous éloigne du véritable esprit et des connaissances du commerce et est aussi nuisible au progrès de l'industrie qu'à l'augmentation des sujets du Roi et de ses revenus. Il m'a fallu des motifs aussi puissants pour me dissimuler à moi-même la témérité qu'il y a d'attaquer une opinion reçue et consacrée depuis 80 ans. Je me flatte au moins que la question paraîtra assez importante pour mériter d'être discutée. Au reste, M., je me soumettrai toujours lorsque vous m'aurez condamné. » (Vincent de Gournay, 1752, p. 152.)

(10) La page de titre indique : « *Rétablissement des manufactures et du commerce d'Espagne* traduit par L. P. Plumard de Dangeul, Maître en la chambre des comptes de sa majesté, et l'un de ses maîtres d'Hôtel. À Paris, le 27 mars 1752 ». Le manuscrit a été présenté au roi.

(11) Sur le rôle des permissions simples, voir A. E. Murphy (1986). Plumard de Dangeul vit dans la même maison que son beau-frère, Antoine-Louis Bellanger, avocat général à la Chambre des comptes, proche de Malesherbes (voir le [chapitre 2](#) du présent volume).

de Malves, ami de Malesherbes et traducteur réputé de l'anglais, se rapproche également du cercle, pour lequel il réalise deux traductions, publiées en 1757<sup>(12)</sup>.

L'autre appui important dont bénéficie le cercle de Gournay au sein de l'administration royale est celui du puissant directeur du commerce, Daniel-Charles Trudaine, puis bientôt de son fils Jean-Charles-Philibert, dit Trudaine de Montigny<sup>(13)</sup>. *Via* Trudaine, Vincent de Gournay est mis en relation avec de nombreux individus qui viennent grossir les rangs du cercle et de ses sympathisants. Le plus connu est Turgot, le futur contrôleur général, qui le connaît au moins depuis 1754 et l'accompagne dans ses tournées en province en 1755 et en 1756. Turgot écrira un des deux éloges de Gournay qui nous sont parvenus. Turgot introduira à son tour son camarade de Sorbonne, l'abbé Morellet, qui rejoint le cercle au milieu des années 1750<sup>(14)</sup>.

Après Trudaine et Malesherbes, le troisième personnage important de l'administration royale à entretenir des relations étroites avec le cercle de Gournay est Étienne de Silhouette. Ce dernier, lié d'une part au ministère des Affaires étrangères et d'autre part au milieu des financiers, s'était également intéressé de longue date à la science du commerce<sup>(15)</sup>. Il est difficile de dater précisément le ralliement de Silhouette au projet politique et économique développé par le cercle, mais il est intervenu probablement assez tôt, en 1753 ou au plus tard 1754. Si l'apport de Silhouette en termes de réseau de collaborateurs et de sympathisants est moins important que celui de Trudaine et Malesherbes, il a en revanche largement contribué à l'intégration des membres du cercle de Gournay au sein de l'administration. Ainsi, il permet au jeune avocat Butel du Mont de devenir secrétaire de la commission « pour le règlement des possessions des deux nations en Amérique et de leurs limites » en

(12) Il est difficile de suggérer une date précise pour la prise de contact entre l'abbé de Gua et le cercle puisque les seuls éléments concrets sont une correspondance de 1756 attestant des liens, d'une part, entre Malesherbes et de Gua et, d'autre part, le rôle du premier dans la négociation d'un contrat avec le libraire Pault concernant la traduction de Decker (BNF, Manuscrits français n° 22152, f°3-5). Il ne semble pas que l'abbé de Gua ait poursuivi sa collaboration après la publication de ces deux traductions.

(13) Ce dernier doit prendre un rôle plus important aux côtés de son père à partir de la fin 1750, la santé de son père se détériorant significativement à partir de cette époque (il meurt finalement en 1769).

(14) Le premier ouvrage économique de Morellet date de 1758. Il porte sur la question des toiles peintes mise au débat public en 1755 par un ouvrage du cercle dans lequel on trouve un texte de Gournay. Sur ce thème en relation avec Gournay et son cercle, voir G. Schelle (1897, p. 159-170), S. Meyssonier (1989, p. 267-275) et pour le contexte E. Depitre (1912). Pour les liens entre Turgot, Morellet et Gournay, la meilleure source reste G. Schelle (1897). Voir également E. Di Rienzo (1994) et C. Salvat (2000).

(15) Représentant de la Ferme générale dans les années 1730, Silhouette avait été secrétaire de l'ambassadeur français à Londres, le maréchal de Noailles, en 1740. Conseiller au Grand Conseil (1744), puis maître des requêtes (1745), il fut nommé dans les années 1750 commissaire pour le règlement des limites de l'Acadie (à partir de 1749) et commissaire du roi auprès de la Compagnie des Indes (à partir de 1751), voir F. Bayard, J. Félix et P. Hamon (2000, p. 154-158). Sur son intérêt pour la science du commerce et sa pensée économique et politique, voir P. Cheney (2010, p. 31-36 et p. 43-47).

1754<sup>(16)</sup>. Parvenu au contrôle général le 4 mars 1759, il fera de Véron de Forbonnais son principal conseiller économique (Fleury, 1915, p. 47-52).

Les autres ralliements sont le fait d'individus indépendants qu'il est plus difficile de rattacher à une séquence précise, sauf dans le cas de Montaudoin de la Touche. Ce cas est simple, puisque ce grand négociant de Nantes connaissait certainement Vincent depuis fort longtemps, à travers leurs activités communes dans le commerce atlantique. Montaudoin était, rappelons-le, un membre éminent d'une des plus grandes familles de négociants et négriers de Nantes, dont les affaires transitaient extrêmement souvent par la communauté des négociants français de Cadix – unique porte de passage vers les Amériques espagnoles et principale place pour se fournir en espèces d'or et surtout d'argent –, dont l'un des leaders n'était autre que Vincent, futur marquis de Gournay. Montaudoin, qui s'intéressait au monde littéraire et scientifique, comme en témoigne son affiliation à plusieurs sociétés et académies, a cependant peu publié dans les années 1750<sup>(17)</sup>. On sait par contre peu de choses des liens directs qui ont pu exister entre Gournay et cinq autres auteurs : André O'Héguerty, Louis-Paul Abeille, l'abbé Claude Carlier, Claude-Jacques Herbert et Buchet du Pavillon.

O'Héguerty, souvent confondu avec son cousin le comte de Magnières, est un ancien employé de la Compagnie des Indes. Retiré sur ses terres dans la région de Nancy, il participe notamment à la fondation de l'Académie de Stanislas. Ses liens avec le cercle de Gournay font peu de doute : d'une part, il bénéficie du soutien direct de Malesherbes pour la publication de son ouvrage sur les intérêts du commerce maritime, au printemps 1754 et, d'autre part, c'est sous sa présidence que deux membres du cercle, Butel du Mont et Plumard de Dangeul, sont admis comme membres étrangers à l'Académie de Nancy le 8 mai 1757<sup>(18)</sup>. Nous manquons toutefois de documentation pour établir un lien plus direct et circonstancié avec Gournay. De manière générale, le peu d'informations dont nous disposons sur O'Héguerty rend difficile une caractérisation plus précise de son rôle au sein du cercle.

(16) Bibliothèque de l'Institut, Ms 1266, f°446-447. Notons que Butel du Mont est nommé censeur royal la même année (1754), indice supplémentaire de la coordination des initiatives des membres de la haute administration proches de Gournay. D'après une correspondance qu'il tient avec son ami Hennin, il semble avoir rejoint le cercle de Gournay en 1753. Voir le chapitre II du présent volume.

(17) Sa seule production significative est le *Supplément à l'Essai sur la police générale des grains* d'Herbert publié en 1757. Montaudoin aura une production plus abondante, mais anonyme, dans le *Journal de commerce* publié de 1759 à 1762 dans lequel il contribue à au moins sept articles. Il est par ailleurs co-fondateur de la Société de Bretagne, correspondant des Sociétés royales d'Agriculture de La Rochelle et de Tours, de l'Académie de Palerme, de l'Académie de La Rochelle et de l'Académie royale des sciences de Paris. Il est également membre associé de l'Académie de Béziers (C. Théré, 2007).

(18) Sur l'affaire de l'*Essai sur les intérêts du commerce maritime*, voir BNF, Manuscrits, nouvelles acquisitions françaises, n° 3345, ff. 290-296. Sur l'élection de Dangeul et du Mont à la société de Nancy, voir E. Hatton (1952, Annexe, p. 8).

Louis-Paul Abeille est mieux connu, mais ses liens avec le cercle restent également trop peu documentés<sup>(19)</sup>. Ils passent par la Société d'agriculture, du commerce et des arts de Bretagne, dont il est un des fondateurs et le premier secrétaire. Avocat établi au parlement de Rennes, Abeille est un protégé du procureur La Chalotais et il est parent de l'académicien Duclos, deux hommes originaires de Bretagne, comme Gournay, qui le connaissent et sont en relation avec lui. Il n'en reste pas moins que l'implication d'Abeille est tardive – la Société est fondée en 1757 –, ce qui le met un peu en marge du cercle de Gournay même si ses principaux écrits le rattachent sans conteste à la problématique théorique développée au sein du cercle (Charles, 1999 ; 2008a).

L'abbé Carlier peut être lié au cercle à travers son succès au concours de l'Académie d'Amiens de 1754. Il a de plus travaillé de manière assez régulière pour la direction du commerce et des manufactures dès les années 1750. Herbert est un personnage encore moins connu. Directeur de la Ferme des Carrosses de Bordeaux, mais ruiné par la faillite de son gendre, il se suicide le 10 février 1758, à son domicile parisien, rue Saint-André-des-Arts. Grand bibliophile, il possédait une bibliothèque de 12 000 ouvrages, parmi lesquels on retrouve tous les ouvrages du cercle<sup>(20)</sup>. Les liens directs avec le cercle sont toutefois très nébuleux, même si, comme dans le cas d'Abeille, il existe une grande convergence au plan analytique (Charles, 2008a). Le cas de Buchet du Pavillon reste le plus énigmatique. Auteur d'un remarquable traité sur le taux de l'intérêt et d'une critique de la *Théorie de l'impôt* du marquis de Mirabeau – où il développe les principaux thèmes politiques et économiques du cercle –, on ne sait à peu près rien de lui. On peut néanmoins imaginer que son adhésion a dû être relativement tardive, car son premier écrit paraît en 1757.

Ces quelques éléments biographiques nous ont permis de tracer les contours du cercle de Gournay et de proposer une chronologie, qui demande certes à être affinée, mais qui représente la base à partir de laquelle les chercheurs réunis dans ce volume ont travaillé.

## Les principaux apports d'une recherche collective

Le présent volume trouve son origine dans un colloque qui s'est tenu à l'Institut national d'études démographiques à Paris du 19 au 21 février 2004. Les différentes études publiées ont toutes été présentées à cette occasion. Le projet qui a émergé à l'occasion de ce colloque, et que nous avons poursuivi dans l'élaboration de ce volume, vise à apporter une contribution significative à la recherche académique sur plusieurs points.

(19) Certains commentateurs ou biographes d'Abeille indiquent qu'il fut le secrétaire de Gournay, un fait qui semble extrêmement douteux et pour lequel il n'existe aucune base factuelle solide.

(20) Le catalogue de la vente de sa bibliothèque est conservé à la Bibliothèque nationale de France sous la cote Delta 1949.

Le premier objectif, qui importait en lançant un programme de recherche sur le « cercle de Gournay », était d'en faire un objet historiographique, au même titre que « l'école physiocratique » ou « les Encyclopédistes ». Nous avons souhaité le faire en nous appuyant sur la multidisciplinarité qui avait caractérisé le colloque. Ainsi, nous espérons que les chercheurs, qu'ils soient historiens, économistes, philosophes ou sociologues, seront convaincus comme nous qu'il existe « un moment Gournay » dans l'histoire de la société et des idées au siècle des Lumières.

Il était fondamental dans cette perspective d'échapper à la « tyrannie des grands auteurs », dont l'histoire des sciences sociales et de la philosophie ont souvent été les victimes. De ce point de vue, deux apports spécifiques peuvent être soulignés. D'une part, nous avons refusé la séparation *a priori* entre les auteurs réputés scientifiques et les auteurs réputés hommes de lettres ; ce qui nous a permis de mieux comprendre l'importance d'un auteur comme Coyer, par exemple. D'autre part, nous avons voulu échapper à la distinction entre les « grands auteurs » – Turgot, voire Gournay lui-même – et ceux de moindre importance ; ce qui nous a permis d'aborder plusieurs auteurs – Butel du Mont, Véron de Forbonnais – avec un regard neuf et de faire ainsi apparaître toute la richesse de leurs contributions historique et analytique.

Ces choix ont surtout permis de reconstituer l'identité du cercle de Gournay. Si depuis longtemps l'histoire de la philosophie – et après elle l'histoire des sciences sociales – s'est fondée sur les notions d'« école » ou de « courant de pensée », le contenu de ces notions reste problématique. Quelles réalités matérielle et intellectuelle recouvre la notion d'école ? S'agit-il d'auteurs partageant les mêmes idées, les mêmes méthodes scientifiques, les mêmes institutions productrices de savoir, ou s'agit-il d'une combinaison de ces trois phénomènes ? Par ailleurs, quelles furent les conséquences sur la société, sur les pratiques administratives et les politiques économiques et sociales de l'État, de l'existence de tels groupes d'auteurs et de penseurs ?

À travers l'étude de cas menée collectivement par les chercheurs réunis dans ce volume, l'originalité du cercle de Gournay apparaît plus distinctement, et ressort sous deux aspects. Premièrement, et à l'opposé de la physiocratie, le cercle apparaît comme un groupe ouvert. Il est ouvert dans son fonctionnement, qui laisse une place essentielle à la discussion contradictoire et ne cherche pas à réduire les divergences de pensée sur tel ou tel point de doctrine<sup>(21)</sup>. Deuxièmement, le cercle de Gournay ne peut pas être seulement défini par référence à sa place dans l'histoire des idées. Il semble au contraire que ce soit le double caractère du cercle, à la fois partie prenante de l'administration du royaume et producteur de textes et de savoirs critiques, qui fait son identité. Les pratiques administrative et politique du cercle ont profondément influencé le type d'enquêtes théoriques qu'il a menées, alors qu'en

(21) Parmi ces divergences d'opinions repérées par les contributeurs de ce volume : entre Forbonnais et Coyer sur la liberté de commercer à accorder aux nobles, qui peut être partielle ou totale (voir le chapitre VIII) ; entre Forbonnais et Plumard de Dangeul sur la lecture de Montesquieu (voir le chapitre X) ; entre Forbonnais et Butel du Mont sur la manière de faire l'histoire du commerce (voir le chapitre XI).

retour la recherche théorique a conditionné le type de pratiques politique et réglementaire que Gournay et son cercle ont encouragé.

Le second objectif, qui avait motivé l'organisation du colloque de 2004, était de reconstituer l'objet « science du commerce » ou « commerce politique », tel qu'il était compris au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle dans toute sa complexité et son étendue. Deux thèmes nous intéressaient plus particulièrement. D'une part, nous nous interrogeons sur l'architecture conceptuelle à partir de laquelle la « science du commerce » du cercle de Gournay s'est construite et s'est développée. D'autre part, nous souhaitons aller plus loin en nous efforçant d'insérer la « science du commerce » dans plusieurs traditions historiographiques : l'histoire de la pensée économique, bien entendu, mais également l'histoire de la sociologie, notamment à travers le rapport du cercle aux idées de Montesquieu, ou l'histoire des idées politiques, en abordant la notion de liberté dans ses différents contextes et acceptions.

Dans cette perspective, plusieurs des textes présentés dans ce volume se concentrent sur des pratiques collectives (sociales, culturelles, intellectuelles) plutôt que sur des œuvres individuelles et leurs auteurs. Il faut insister en particulier sur la reconstitution minutieuse des « affaires de commerce ». Ce type d'approche permet de mettre en évidence la chaîne des intervenants, depuis les acteurs locaux jusqu'aux administrations centrales, ainsi que la chaîne des mots et des idées, depuis les correspondances des négociants ou des intendants provinciaux jusqu'aux publications des auteurs économiques du cercle de Gournay, en passant par les avis des administrateurs que sont les commissaires du Bureau du commerce et les inspecteurs des manufactures. Les savoirs économiques sont ici étudiés pleinement dans leur contexte de production et d'usage, à travers les pratiques quotidiennes des différents intervenants.

Par ailleurs, plusieurs contributions se concentrent sur la question du vocabulaire et des concepts forgés ou utilisés par le cercle de Gournay. Nous avons cherché en effet à dépasser la césure qui existe entre l'histoire des pratiques et plus généralement l'histoire sociale, domaine des historiens généralistes, et l'histoire des savoirs, domaine plutôt réservé aux histoires disciplinaires et intellectuelles. Cette préoccupation est d'ailleurs au cœur des développements récents de l'historiographie, en particulier de l'« histoire des concepts » de Reinhart Koselleck et des travaux de John G. A. Pocock et de Quentin Skinner, généralement qualifiés d'« école de Cambridge »<sup>(22)</sup>. De manière intéressante, dans ces derniers développements historiographiques comme dans notre volume, l'étude diachronique des discours et des vocabulaires économiques et politiques est un des moyens privilégiés pour dépasser l'opposition entre histoire sociale et histoire intellectuelle.

(22) Pour une présentation de ces différents programmes de recherches et de leurs ambitions historiographiques, voir entre autres K. Tribe (2004), M. Richter (1995) et J. Vincent (2003).

## Présentation de l'ouvrage

Afin de mieux faire ressortir la cohérence et le caractère collectif de l'effort de recherche qui a été mené à propos du cercle de Gournay, les contributions du volume sont réparties en trois parties.

La première partie, intitulée « Histoire culturelle, histoire intellectuelle », contient quatre articles qui se situent à la frontière entre pratiques et représentations. L'articulation entre l'histoire sociale et l'histoire intellectuelle y a été envisagée de deux façons différentes.

Dans le premier chapitre, David Smith s'intéresse aux liens entre les pratiques des acteurs sociaux et économiques et les représentations savantes. Il étudie le Bureau du commerce, institution qui domine la formulation des politiques et des législations économiques royales dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il en décrit le fonctionnement en évoquant le dialogue qui s'instaure entre les différents acteurs : les commissaires nommés par le pouvoir royal, les députés élus par les principales villes commerçantes du royaume, et les acteurs économiques (négociants, manufacturiers, corporations) extérieurs au Bureau, mais qui ne cessent de le solliciter et dont le Bureau doit être le porte-parole. Il montre comment un discours économique émerge de cette interaction complexe entre les différents intervenants et il en analyse l'évolution sur le long terme. Dans les représentations économiques de l'administration royale, les références aux notions de « juste prix » médiéval et à celle de « bien de l'État », liée à l'absolutisme louis-quatorzien, laissent en effet peu à peu la place à des conceptions nouvelles dont la plus spectaculaire est le discours de la « liberté ». Ce dernier se développe progressivement dans les années 1720, puis plus franchement au cours des deux décennies suivantes, avant de connaître la vogue que l'on sait sous l'impulsion de Gournay dans la décennie 1750. Le Bureau du commerce, avant même la nomination de Gournay, développe sa propre conception de la « liberté » économique et de la notion de « public », en prenant ses distances avec une conception stricte de l'intérêt de l'État absolutiste.

Dans les deuxième et troisième chapitres, Loïc Charles et Simone Meyssonnier explorent une seconde articulation entre pratiques et représentations, en s'interrogeant sur les liens qui existent entre, d'une part, les pratiques sociales et culturelles des producteurs des savoirs économiques et, d'autre part, leurs pratiques scientifiques et les productions dont elles sont issues. Loïc Charles expose ainsi comment le recrutement et le fonctionnement du cercle de Gournay s'inscrivent dans des pratiques culturelles et sociales spécifiques. Il peut ainsi réfléchir sur la manière dont s'articule la trajectoire individuelle de chaque auteur et l'entreprise collective qu'est le cercle de Gournay. Au-delà des origines géographiques communes et des liens familiaux, il constate que le cercle est à l'intersection de trois mondes ou milieux, qui s'appellent – selon les dénominations de l'époque – le « commerce » au sens large, l'« administration » et la « République des lettres ». L'articulation entre pratiques culturelles et travail scientifique permet de repenser la formation du cercle de Gournay

et de le caractériser au-delà de la communauté de vues, très relative, qui s'exprime dans ses écrits. La notion de culture est convoquée pour établir un *continuum* entre l'histoire du cercle de Gournay comme phénomène social, et son histoire comme mouvement intellectuel.

Centrée sur Vincent de Gournay, la contribution de Simone Meyssonnier vient d'abord illustrer combien le travail de l'administrateur et celui du savant s'inscrivent dans un même mouvement historique et ne peuvent être dissociés dans une « histoire concrète de l'abstraction », pour reprendre la formule de J.-C. Perrot. L'affaire du commerce du Levant et des draps du Languedoc apparaît ainsi comme une expérience décisive pour l'intendant du commerce. S'appuyant sur l'étude minutieuse du fonds des archives de Saint-Brieuc, Simone Meyssonnier nous invite à suivre pas à pas Vincent de Gournay dans sa collecte des mémoires issus des différents intervenants au sein du Bureau du commerce, dans ses choix d'en publier certains et de solliciter Véron de Forbonnais pour produire un ouvrage exposant les enjeux de l'affaire au public. Cette étude témoigne ainsi de l'importance qu'il y a à exploiter les traces manuscrites pour reconstituer le cheminement intellectuel d'un auteur et cerner les différentes étapes de la construction de son projet.

Dans le quatrième chapitre qui clôt cette partie, Julian Swann nous invite à examiner la manière dont Malesherbes, premier président de la Cour des Aides, a mené une critique de l'administration royale en affinité avec celle entreprise par Vincent de Gournay. Même si sa principale contribution à la diffusion d'une pensée libérale reste dans le domaine politique et s'inscrit dans la montée en puissance de la contestation parlementaire sous l'Ancien Régime, sa dénonciation du pouvoir arbitraire des commis dans la perception du vingtième d'industrie rejoint les positions défendues à la même époque en faveur de liberté du commerce par les auteurs du cercle. Malesherbes, magistrat et directeur de la librairie, dispose avec les remontrances de la Cour des Aides d'une tribune sans équivalent pour s'adresser à l'opinion et promouvoir la liberté d'expression, une ambition qu'il partage avec Vincent de Gournay et son cercle.

La deuxième partie, intitulée « Langage et savoirs », s'interroge plus spécifiquement sur la place du discours du cercle de Gournay dans la sémantique des Lumières. Le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle est en effet un moment de reconstruction des vocabulaires spécialisés des champs économique, social et politique. À l'image du projet encyclopédique porté par Diderot et d'Alembert, cette reconstruction se nourrit d'une volonté nouvelle de faire acte de « science » dans le domaine des connaissances (Delorme et Taton, 1952 ; Lough, 1971 ; Hankins, 1989). La « science du commerce » prônée par le cercle de Gournay a une portée plus limitée et vise à rationaliser les savoirs sociaux et plus spécifiquement ceux qui contribuent à la politique au sens classique. La transformation du vocabulaire lié à l'art de gouverner traduit ainsi l'émergence de nouveaux objets de connaissances ou la redéfinition de leurs contours. Elle signale presque toujours une évolution conceptuelle importante. Dans sa dimension quantitative, l'histoire du vocabulaire des sciences sociales s'empare de vastes corpus de textes pour les soumettre à des études systématiques

d'occurrence de mots. Ces études s'appuient notamment sur des supports matériels des savoirs, tels que les dictionnaires, jusque-là peu mobilisés du fait de leur volume souvent impressionnant. Ainsi, ces enquêtes qui mobilisent les outils modernes permettent d'interroger des bases textuelles de plus en plus étendues, pour suivre l'évolution du lexique savant et son passage dans la langue commune. Elles permettent d'asseoir les analyses plus pointues sur les contributions spécifiques et originales de tel ou tel auteur.

L'étude du néologisme « population » par Christine Théré et Jean-Marc Rohrbasser dans le chapitre 5 met ainsi en lumière la complexité des transferts culturels d'un pays à un autre, d'une tradition savante à une autre. Jusqu'ici, l'importance de la tradition démographique de langue anglaise (Petty, Hume) et la place reconnue du modèle anglais dans la littérature réformatrice française au XVIII<sup>e</sup> siècle avaient favorisé l'hypothèse d'un emprunt à cette langue et à cette littérature. Ce chapitre remet largement en cause cette hypothèse, au plan factuel comme au plan conceptuel. La résurgence du mot en français a comme source la plus plausible le mot espagnol *poblacion*. Forbonnais et Dangeul, deux des auteurs les plus proches de Vincent de Gournay, jouent un rôle pionnier dans cette introduction du mot « population » et dans sa diffusion rapide dans les années 1750. Il semble bien que le transfert s'opère ensuite du français vers l'anglais, où le terme était jusque-là extrêmement rare. C. Théré et J.-M. Rohrbasser soulignent ainsi le rôle généralement méconnu d'une source des Lumières considérée à tort comme périphérique : l'Espagne. Leur enquête relativise aussi l'importance des origines anglaises de la pensée de Gournay et de son cercle, et plus généralement la modernité tenue pour acquise de la pensée de langue anglaise en matière de sciences sociales au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Dans le sixième chapitre, Marie-France Piguet s'intéresse à l'adjectif « commerçant » et aux concepts ou mots qui lui sont associés au siècle des Lumières. Par une étude lexicométrique fondée sur plusieurs bases de données, elle montre que la querelle de la « noblesse commerçante » – titre d'un célèbre ouvrage polémique de l'abbé Coyer – popularise l'emploi de l'adjectif « commerçant » peu répandu jusqu'alors. M.-F. Piguet retrace l'histoire conjointe des familles de mots qui décrivent et qualifient les activités commerciales (les substantifs « commerce », « négoce » et « trafic »), qui désignent ceux qui en sont les acteurs (les substantifs « négociant », « marchand » et plus tardivement « commerçant »), et enfin les adjectifs en usage qui en dérivent (« négociant », « marchand », « commerçant »). Dans cette configuration, l'adjectif « commerçant » ouvre au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle un espace sémantique neuf par rapport à son synonyme « marchand ». L'adjectif « commerçant » apparaît ainsi comme un vecteur des valeurs positives que le cercle de Gournay entend attacher aux échanges économiques, une connotation qui faisait défaut à l'adjectif « marchand », plus neutre. Il représente donc un des éléments significatifs du dispositif sémantique de la « science du commerce » du cercle. La disparition de la spécificité du terme « commerçant » à la fin du siècle témoigne à l'inverse de l'effacement progressif de cette « science du commerce » comme une al-

ternative à l'«économie politique» des physiocrates ou à la «science du législateur» inspirée d'Adam Smith<sup>(23)</sup>.

Dans le septième chapitre, Philippe Steiner adopte une approche plus qualitative pour explorer la polysémie du mot «commerce». Le terme a tout à la fois un contenu positif dans le lexique social (au sens de fréquentation, liaison, échange), et une autre signification, normative, que fait apparaître son association avec le mot «politique». Cette association, qui s'affirme dans les années 1730 dans les textes de Melon et de Cantillon (même si celui-ci n'est publié qu'en 1755), est ensuite systématisée par le cercle de Gournay. P. Steiner explique ainsi comment l'émergence du «commerce» peut être envisagée, du point de vue sociologique, comme la cristallisation de l'importance grandissante d'un certain type de lien social ; mais également, du point de vue de l'histoire des idées, comme le signal de la place primordiale que prend le «commerce» dans les facteurs de la puissance et de la richesse d'un État, selon l'analyse des contemporains. La «science du commerce» du cercle de Gournay est ainsi d'abord et avant tout une science de l'art de gouverner.

Enfin, dans le huitième chapitre, qui clôt cette deuxième partie, Frédéric Lefebvre s'intéresse à un aspect rapidement évoqué dans les deux chapitres précédents : la question du statut du commerce et du négociant, en particulier le problème de la dérogeance, qui contrarie l'alliance entre commerce et noblesse, pourtant essentielle au plan politique selon le cercle de Gournay. Comme les Philosophes dans leur critique des inégalités et des hiérarchies sociales, Gournay et ses proches dénoncent l'équivoque du mot «honnête», qui désigne tour à tour une qualité individuelle ou un statut collectif. Ceux qu'on appelle en France les «honnêtes gens», c'est-à-dire l'élite, bénéficieraient de cette équivoque. La solution proposée par le cercle est de supprimer la dérogeance pour élever symboliquement le statut du négociant, comme en Angleterre, et encourager ainsi cette profession qui est la plus utile à l'État. Mais, déplorent-ils, la vénalité des charges et la dérogeance du commerce maintiennent l'état de négociant en dessous des statuts considérés comme honnêtes, et poussent les négociants à quitter leur profession s'ils veulent s'élever dans la société. Or, pour le cercle de Gournay, le négociant – à la différence du marchand au détail – a toutes les qualités qui fondent l'«honnêteté» au sens traditionnel hérité du latin *honestum* (qui désigne un rapport idéal de convenance et de vertu, propre à l'homme de bien). Au terme de cette enquête, le concept d'honnêteté apparaît comme une notion particulièrement pertinente pour interroger les tensions de la société française sur la longue période qui va des Lumières à la Restauration, et même au-delà.

Dans la troisième partie, intitulée «Philosophie, politique et histoire du commerce», les déplacements de perspective, tant en termes d'objets que de frontières disciplinaires, sont au cœur des trois contributions qui la constituent. Plus spécifiquement, ces trois derniers chapitres concourent à réinscrire fermement le cercle de Gournay dans l'histoire de la philosophie politique. D'une

(23) Sur la «science du législateur» d'Adam Smith, voir D. Winch (1983).

part, ils font apparaître la relation riche et complexe que le cercle entretient avec certaines des œuvres majeures de la philosophie politique des Lumières, notamment *l'Esprit des lois* de Montesquieu. D'autre part, ils contribuent à réécrire l'histoire de certains concepts fondamentaux de la philosophie, notamment les concepts de nature, d'histoire, d'intérêt.

C'est précisément ce dernier concept qui est au centre des réflexions de Donatienne Duflos de Saint-Amand, dans le neuvième chapitre. L'auteur montre que les écrits de Véron de Forbonnais, notamment ses articles de *l'Encyclopédie* représentent un moment essentiel dans l'histoire et l'évolution de la notion d'intérêt. Alors que dans la philosophie morale, l'intérêt restait une notion au mieux ambiguë, Forbonnais va lui faire subir une transformation radicale, en intégrant partiellement des notions techniques (utilisées en finance) et des notions morales de l'intérêt. Loin de chercher comme ses prédécesseurs un caractère naturel à l'intérêt, Forbonnais va au contraire assumer son caractère conventionnel, fondé sur l'opinion. Il affirme que ce caractère conventionnel n'implique pas l'absence de contrôle ou de mesure de l'intérêt ; cette mesure est en réalité le fait de l'opinion publique, entérinée par celui qui énonce la convention : le législateur. Ainsi, le concept d'intérêt forgé par Forbonnais, qui en réunit les dimensions économique et sociale, s'avère très moderne, puisqu'il renverse la priorité traditionnellement donnée à la nature sur l'opinion dans la définition des normes.

La contribution de Catherine Larrère, qui forme le dixième chapitre, se propose de repenser les fondements politiques de la « science du commerce » du cercle de Gournay, à partir des rapports généraux entre commerce et politique, en comparant les positions respectives de plusieurs auteurs du cercle vis-à-vis de Montesquieu. C. Larrère révèle qu'au sein du cercle, plusieurs approches coexistent. Si Véron de Forbonnais remet en cause les enseignements de *l'Esprit des lois* sur ce point, Plumard de Dangeul, son cousin, adopte au contraire une position très proche de Montesquieu. Ainsi, la production savante issue du cercle ne s'articule pas sur une doctrine bien établie comme c'est le cas pour les physiocrates. Il semble ainsi que l'ambition réformatrice, une aspiration étrangère au projet de Montesquieu, soit le véritable liant du cercle de Gournay.

Le onzième et dernier chapitre écrit par Paul Cheney s'interroge sur les rapports entre genres littéraires et économie politique au siècle des Lumières, et en particulier dans le cercle de Gournay. En effet, les histoires du commerce de Butel du Mont et de Forbonnais jouent un rôle essentiel dans l'élaboration de la « science du commerce », en établissant de manière empirique l'émergence décisive du commerce dans la vie des nations modernes. Comment l'économie politique investit-elle un genre littéraire relativement codifié comme l'histoire du commerce ? Comment se l'approprie-t-elle, au point qu'il représente une part significative de leurs publications économiques ? Le texte de P. Cheney indique que cet investissement recouvre deux dimensions importantes pour l'historien des Lumières. La première est celle de la place de l'histoire : P. Cheney discute les enjeux méthodologiques propres à l'histoire du commerce et son positionnement par rapport aux traditions historiographiques en vogue au

siècle des Lumières, depuis l'histoire érudite jusqu'à l'histoire philosophique et l'histoire naturelle. La seconde dimension tient à la forme du savoir économique ainsi produit. P. Cheney conclut en montrant bien comment, en s'appuyant sur l'histoire pour développer une « science du commerce », le savoir économique produit par le cercle de Gournay repose sur des bases épistémologiques profondément différentes de celles de la « science nouvelle » développée par Quesnay (pour qui l'histoire n'est au mieux qu'un terrain d'expérimentation ou de vérification de théories économiques qui sont a-historiques).

Le volume se clôt par la publication de plusieurs documents inédits.

D'une part, Simone Meyssonier a établi l'inventaire analytique des manuscrits de Vincent de Gournay conservés à la bibliothèque municipale de Saint-Brieuc. C'est un outil indispensable pour appréhender la production scientifique de l'intendant du commerce et ses travaux administratifs, qui sont ainsi mis à la disposition des chercheurs.

D'autre part, il faut rappeler que les écrits de Gournay sont longtemps restés sous forme manuscrite et n'ont été publiés qu'assez récemment. La découverte et la publication d'un texte nouveau (ou d'une nouvelle version d'un texte) sont toujours des événements significatifs pour les historiens de l'économie politique des Lumières françaises. Nous publions ainsi une nouvelle version d'un des textes les plus fameux de la carrière administrative de Gournay, qui lui valut notamment une haine farouche des corporations lyonnaises : le *Mémoire sur les manufactures de Lyon*, qui est présenté ici dans une version assez différente de celle publiée à deux reprises, par Sécrestat-Escande et plus récemment par Takumi Tsuda. Nous mettons aussi à la disposition des lecteurs deux mémoires inédits. Le premier concerne directement l'activité de Gournay comme intendant du commerce : *Résultat de la tournée de M. de Gournay en Languedoc relativement aux draps pour le Levant*. Le second est consacré à un thème essentiel pour sa « science du commerce » : la concurrence politique avec l'empire anglais. Il s'intitule : *Moyens proposés pour agir le plus offensivement possible contre les Anglais et pour ranimer en France le goût de la marine*.